Xavier MAGNON

Professeur agrégé de droit public
Université de Toulouse 1 Capitole

Curriculum vitae

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance :	**8 juin 1974, Marseille**
Nationalité :	**Française**
Situation de famille :	**Vie maritale** **Trois enfants**

Adresse professionnelle :	**Université de Toulouse I Capitole** **2, Rue du Doyen Gabriel Marty** **31042 TOULOUSE Cedex 9**
Adresse électronique :	**xaviermagnon@hotmail.com**

Domaines et thèmes de recherche

Droit constitutionnel (institutionnel, normatif et substantiel), contentieux constitutionnel (général, question prioritaire de constitutionnalité), justice constitutionnelle, rapports entre les ordres juridiques (droit constitutionnel et droit de l'Union européenne, droit étatique et droit local), droit de l'Union européenne (institutionnel), droit comparé, théorie du droit.

Travaux

I - Thèse et ouvrages

- *Contrôle de constitutionnalité et droit communautaire devant les juges constitutionnels français et italien*, Thèse de doctorat, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 30 novembre 2002, dactylographiée, 777 p.
- *Théorie(s) du droit*, Ellipses, Collection Universités Droit, 2008, 167 p.
- *Code constitutionnel*, sous la direction de T. S. RENOUX et M. de VILLIERS, *Litec*, Juriscode,
  - 2ème édition, 2005, 1613 p.
  - 3ème édition, 2010, 1501 p.
  - 4ème édition, 2012, 1640 p. (art. 1, 3, 5, 6, 11, 12, 13 et 17 DDHC, al. 9, 12, 13, 16, 17 et 18 Pr. 46, et Titres VI, VII et XI bis de la Constitution) ;
  - 5ème édition, 2013, 1600 p. (art. 1, 3, 5, 6, 11, 12, 13 et 17 DDHC, al. 9, 12, 13, 16, 17 et 18 Pr. 46, et Titres VI, VII et XI bis de la Constitution).

- *La question prioritaire de constitutionnalité. Pratique et contentieux*, direction d'ouvrage et participation, avec V. BERNAUD, K. FOUCHER, J.-P. MIGNARD et T.S. RENOUX, Litec, 2011, 466 p.
- *La question prioritaire de constitutionnalité. Principes généraux, pratique et droit du contentieux*, direction d'ouvrage et participation, avec V. BERNAUD, K. FOUCHER, J.-P. MIGNARD et T.S. RENOUX, 2ème édition, Litec, 2013, 454 p.

II – Direction d'ouvrage issu de colloque ou de journée d'études

- *Pouvoir exécutif et Parlement : de nouveaux équilibres ?*, avec R. GHEVONTIAN et M. STEPHANINI, PUAM, 2012, 560 p.
- *Question sur la Question (QsQ I) : Le réflexe constitutionnel*, avec X. BIOY, W. MASTOR ET S. MOUTON, 1ère Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, 3 juin 2011, Bruylant, 2013, 230 p.
- *Questions sur la question (QsQ II) : la QPC façonnée par ses acteurs, quelle(s) tendance(s)*, avec X. BIOY, W. MASTOR ET S. MOUTON, 2ème Journée d'étude annuelle QsQ, 1er juin 2012, *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 38, 2013, pp. 205-230, et n° 39, pp. 251-291.
- *Questions sur la question (QsQ III) : de nouveaux équilibres institutionnels ?*, avec P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, 3ème Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, 14 juin 2013, LGDJ-Lextenso, collection Grands Colloques, 2014, 219 p.
- *Questions sur la question (QsQ IV) : le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (droit comparé, UE, CEDH, CADH)*, avec P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, 4ème Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, à paraître.

III – Etudes

A - Etudes parues dans des ouvrages

- « La liberté d'expression », in *Protection des libertés et droits fondamentaux*, sous la direction de T.-S. RENOUX, Les notices de La documentation française, 2007, pp. 120-127.
- « La liberté de communication », in *Protection des libertés et droits fondamentaux*, sous la direction de T.-S. RENOUX, Les notices de La documentation française, 2007, pp. 128-134.
- « La protection des juges constitutionnels », in *La protection des pouvoirs constitués. Chefs de l'Etat, Ministres, Parlementaires, Juges*, sous la direction de Philippe SEGUR, Bruylant, 2007, pp. 167-189.
- « Orientation théorique et choix méthodologique de l'école aixoise de droit constitutionnel : réflexions et tentative de reconstruction », in *Renouveau du droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur de Louis FAVOREU*, Dalloz, 2007, pp. 233-254.
- « Essai de stratégie constitutionnelle : quelle politique jurisprudentielle pour sauver la question préjudicielle de constitutionnalité ? », in *Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, sous la direction d'A. LEVADE et de D. ROUSSEAU, Actes du colloque des 5 et 6 juin 2008, Conseil constitutionnel, Paris, Dalloz *(inédit, article achevé et envoyé mais ouvrage non publié)*.
- « L'autonomie politique au sein d'un Etat unitaire décentralisé : l'exemple de la Polynésie française », in *Le statut d'autonomie régionale en droit comparé*, Publication de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement, Collection Thèmes actuels, n° 63, 2009, pp. 119-133.

- « La Nouvelle-Calédonie : un pays à souveraineté partagée ? », in *Le statut d'autonomie régionale en droit comparé*, Publication de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement, Collection Thèmes actuels, n° 63, 2009, pp. 135-149.
- « Le juge constitutionnel et le droit européen », in *L'influence du droit européen sur les catégories juridiques du droit public français*, sous la direction de J.-B. AUBY, Rapport à la Mission de Recherche « Droit et Justice », Dalloz, Thèmes et commentaires, 2010, pp. 63-87.
- « Juge et apparence(s). Rapport de synthèse », in *Juge et apparence(s)*, sous la direction de N. JACQUINOT, LGDJ, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2010, pp. 311-330.
- « La vision de la justice dans les chansons de Bob Dylan (1962-2001) », in *Droit et Rock*, sous la direction de W. MASTOR, J.-P. MARGENAUD ET F. MARCHADIER, Dalloz, Thèmes & commentaires, 2011, pp. 65-78.
- « Regard sur les Conseils constitutionnels algérien, marocain et tunisien. Quel constitutionalisme pour le Maghreb central ? », in *Mélanges offerts au Doyen François-Paul BLANC*, Tome II, Institut français de droit comparé et de droit musulman, Presses universitaires de Perpignan-Presses de l'Université de Toulouse 1 capitole, 2011, pp. 619-637.
- « L'accès du justiciable au juge des libertés : l'exemple du référé-liberté », Symposium on "*Guarantee of the Right to Access to the Administrative Jurisdiction*", On the Occasion of 10th Anniversary of the Administrative Court, 2011, publication dans un ouvrage thaïlandais, traduit en thaïlandais.
- « Propos introductifs », in *Le Parlement face au pouvoir exécutif en France. Quel bilan après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 ?*, sous la direction de R. GHEVONTIAN, X. MAGNON et M. STEPHANINI, PUAM, 2012, pp. 11-17.
- « Le renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur le gouvernement », in *Un Parlement renforcé ? Bilan et perspectives de la réforme de 2008*, sous la direction de J. GICQUEL, A. LEVADE, B. MATHIEU et D. ROUSSEAU, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2012, pp. 99-111.
- « Le réflexe constitutionnel au service du réflexe conventionnel ? Quelle place pour la conventionnalité face au contrôle de constitutionnalité *a posteriori* », in *Question sur la Question : le réflexe constitutionnel*, sous la direction de X. MAGNON, X. BIOY, W. MASTOR et S. MOUTON, Bruylant, 2013, pp. 167-188.
- « L'exigence d'un standard de protection des droits fondamentaux : un moyen de pacification des rapports entre les cours suprêmes ? », in *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, sous la direction de M. FATIN-ROUGE STEPHANINI et G. SCOFFONI, *Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, n° 2, PUAM, 2013, pp. 61-69.
- « Retour sur quelques définitions premières en droit constitutionnel : que sont une « juridiction constitutionnelle », une « cour constitutionnelle » et une « cour suprême » ? Proposition de définitions modales et fonctionnelles », in *Long cours. Mélanges en l'honneur du Professeur Pierre BON*, Dalloz, 2014, pp. 305-322.
- « Le juge face à l'exception. (Re)lecture générale du jugement d'égalité par le prisme de l'exception illustrée par la jurisprudence QPC », in *La norme et ses exceptions : quels défis pour la règle de droit ?*, sous la direction d'A. VIDAL-NACQUET et M. FATIN-ROUGE STEPFANINI, Bruylant, A la croisée des droits, 2014, pp. 257-276.
- « Appréhender le droit constitutionnel jurisprudentiel sous un angle politique. D'une posture à la discussion de quelques orientations méthodologiques fondamentales », in *Questions sur la question (QsQ 3) : de nouveaux équilibres institutionnels ?*, sous la direction de X. MAGNON, P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, LGDJ-Lextenso, collection Grands Colloques, 2014, pp. 3-14.
- « Appréhender le droit et les ordres juridiques : entre renoncement à une explication normative de la divergence (théorie des réseaux) et mythe de la convergence (droit global), faut-il renoncer à une approche normativiste ? », in *Le pouvoir, mythes et réalité. Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2014, pp. 455-470.

- « Morale et politique : quelle place pour le droit ? », in *Transparence et vie publique. Neuvième printemps du droit constitutionnel*, sous la direction de B. MATHIEU et M. VERPEAUX, Dalloz, *Thèmes et Commentaires*, 2015, pp. 15-31.

B - Etudes parues dans des revues

- « Les discriminations positives territoriales : l'exemple des zones franches », avec W. MASTOR, *AIJC*, Vol. XIII, 1997, pp. 185-189.
- « La Constitution comme cause d'inapplicabilité d'un engagement international devant le juge administratif français », Rapport au IVème Congrès français de droit constitutionnel, 10, 11 et 12 juin 1999, Aix-en-Provence.
- « Le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales. Nouveau bilan après la décision du Conseil constitutionnel du 17 janvier 2002 sur le Statut de la Corse », Rapport au Vème Congrès français de droit constitutionnel, 6, 7 et 8 juin 2002, paru à la *Revue de la Recherche Juridique, Droit prospectif (RRJ-DP)*, 2003, n° 4, pp. 2757-2786.
- « Quelques maux encore à propos des lois de révision constitutionnelle : limites, contrôle, efficacité, caractère opératoire et existence », *RFDC*, n° 59, 2004, pp. 595-617.
- « La jurisprudence communautaire du Conseil constitutionnel (juin 2004-novembre 2004) », avec D. SIMON, *Cahiers de Droit Européen*, 2005, pp. 217-262.
- « La directive communautaire comme paramètre du contrôle de constitutionnalité des lois : une exception d'interprétation stricte à la jurisprudence *I.V.G.* », *Dalloz*, 30 novembre 2006, n° 42, Chron., pp. 2878-2882.
- « L'Union européenne vue du droit constitutionnel national. Principe et conséquences d'une lecture nationale par les cours constitutionnelles allemande, espagnole, française et italienne », *Annuaire de Droit Européen*, 2004, Volume II, 2006, pp. 119-147.
- « Le statut constitutionnel des collectivités infra-étatiques dans l'Union européenne », *Revue des Affaires Européennes*, 2006/3, pp. 395-404.
- « Le nouveau régime de responsabilité du Chef de l'Etat issu de la révision constitutionnelle du 23 février 2007 : à la recherche d'une responsabilité pénale perdue ! », avec T. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2007, pp. 453-469.
- « La composition du comité BALLADUR : brèves réflexions sur l'expertise en matière constitutionnelle », *RFDC*, numéro hors-série : *Après le comité BALLADUR. Réviser la Constitution en 2008* ?, 2008, pp. 39-47.
- « En quoi le positivisme – normativisme - est-il diabolique ? », Rapport au VIIème Congrès français de droit constitutionnel, 25, 26 et 27 septembre 2008, Paris, *RTD Civ.*, n° 2, 2009, pp. 269-280.
- « Une lecture du juge constitutionnel français en tant que « pouvoir juridictionnel » : la jurisprudence du Conseil constitutionnel au cours de la procédure de révision constitutionnelle de 2008 », *Politeia* (*Revue semestrielle de droit constitutionnel comparé*), *La réforme des institutions françaises (2)*, n° 16, 2009, pp. 217-261.
- « De la possibilité d'une contribution carbone : entre censure constitutionnelle, contraintes communautaires et concurrence internationale », *Droit de l'Environnement*, 2010, n° 180, p. 219-224.
- « La QPC et l'Union européenne : la brute, les bons et le truand », *RFDC*, 2010, n° 84, pp. 761-791.
- « Premières réflexions sur les effets des décisions de censure du Conseil constitutionnel. Quel(s) bénéfice(s) pour le citoyen de la question prioritaire de constitutionnalité ? », *RFDA*, n° 4, 2011, pp. 761-771.
- « La loyauté : aspects institutionnels », Dossier spécial : *La loyauté en droit de l'Union européenne*, sous la responsabilité de F. PICOD et M. SOUSSE, *RAE*, n° 2, 2011, pp. 245-251.

- « Le contrôle du Conseil constitutionnel », in *Le financement de la campagne présidentielle*, 2012 (*inédit, article achevé et envoyé mais actes du colloque non publiés*).
- « La modulation des effets dans le temps des décisions des juges constitutionnels », *AIJC*, 2011 (paru en 2012), pp. 558-591.
- « La liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel : une liberté en voie de concrétisation jurisprudentielle », Dossier spécial : La liberté d'expression, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, 2012, n° 4, pp. 863-877.
- « Que faire des doctrines du Conseil constitutionnel ? », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 38, 2013, pp. 206-211.
- « La doctrine, la QPC et le Conseil constitutionnel : quelle distance ? Quelle expertise ? », *RDP*, 2013, n° 1, pp. 135-154.
- « Sur un pont-aux-ânes ? L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel, pour une distinction entre « autorité » et « force » de chose jugée », *RFDA*, 2013, n° 4, pp. 859-867.
- « Pluralisme des juridictions et pluralisme des jurisprudences : l'ordonnancement du pluralisme. Rapport général », in *La multiplication des garanties et des juges dans la protection des droits fondamentaux : coexistence, cohérence et articulation entre les systèmes constitutionnels, internationaux et régionaux ? Evolution d'une décennie*, *AIJC*, 2013, pp. 526-534.
- « La révolution continue : le Conseil constitutionnel est une juridiction… au sens de l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », *RFDC*, n° 96, 2013, pp. 917-940.
- « Les adages en droit public. Propos introductifs », avec P. DEUMIER, *RFDA*, 2014, n° 1, pp. 3-10.
- « Plaidoyer pour que le Conseil constitutionnel devienne une cour constitutionnelle », *RFDC*, *Numéro spécial : 25 ans de droit constitutionnel*, n° 100, 2014, pp. 999-1009.
- « La QPC est-elle une question préjudicielle ? », Dossier *Actualité des questions préjudicielles*, *AJDA*, n° 5-2015, pp. 254-259.

C - Etudes achevées à paraître

- « L'organisation particulière du secrétariat général de l'Elysée et du cabinet du Premier ministre : considérations générales et regard particulier sur l'organisation actuelle », in *Le règne des entourages*, sous la direction de X. BIOY, J.-M. EYMERIE-DOUZANS et S. MOUTON, à paraître.
- « La concurrence entre la constitutionnalité et la conventionnalité devant la Cour de cassation : la priorité de la question ne résout pas toutes les questions », in *La Cour de cassation et la Constitution. Perspectives nouvelles*, sous la direction de G. DRAGO et X. PHILIPPE, à paraître.
- « Maurice Hauriou lecteur de Hans Kelsen », in *La pensée du Doyen Hauriou*, sous la direction de C. ALONSO, A. DURANTHON ET J. SCHMITZ, PUAM, à paraître.
- « La concrétisation des exigences supranationales dans l'ordre juridique interne : entre habilitations supranationales et nationales », avec B. BONNET, in *Questions sur la question (QsQ IV) : le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (droit comparé, UE, CEDH, CADH)*, sous la direction de X. MAGNON, P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, à paraître.
- « La France au mépris des langues régionales ou minoritaires ? », in *Unité de la République et diversité culturelle*, sous la direction de M. MAISONNEUVE et O. DESAULNAY, PUAM, à paraître.
- « La puissance et la représentation, l'Etat et le citoyen : quel est le fondement de l'autorité de la norme constitutionnelle et de la jurisprudence du juge constitutionnel ? », in *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, sous la direction de S. MOUTON, PUF, à paraître.
- « Le contrôle de conventionnalité depuis la QPC », in *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, sous la direction de P. GAÏA et A. VIDAL-NAQUET, à paraître.

IV – Chroniques et notes de jurisprudence

A - Juridictions administratives

- « L'expulsion d'un étranger pénalement condamné disposant d'attaches familiales en France : le droit à une seconde chance devant le juge administratif ? », sous T.A. Lyon, 14 mai 2002, *M. E. c. ministre de l'intérieur*, *L.P.A.*, 19 mars 2003, n° 56, pp. 13-20.
- « Le champ d'application territorial de l'accord de Schengen », Note sous Conseil d'Etat, sect., 10 janvier 2003, *Joorawon*, *AJDA*, 7 avril 2003, pp. 683-684.
- « La sanction de la primauté de la Constitution sur le droit communautaire par le Conseil d'Etat », sous C.E., Ass., 8 février 2007, *Arcelor*, *RFDA*, n° 3, 2007, pp. 578-589.
- « Des suites de la censure de la loi anti-Perruche par le Conseil constitutionnel devant le Conseil d'Etat », sous C.E., Ass., 13 mai 2011, *Lazare et Delannoy* et *Verzele* (2 arrêts), *RFDC*, n° 88, 2011, pp. 869-874.
- « L'inconstitutionnalité de la cristallisation des pensions devant le Conseil d'Etat : *dubia in meliorem parti interpretari debent* », sous C.E., Ass., 13 mai 2011, *Lazare et Delannoy* et *Verzele* (2 arrêts), *RFDC*, n° 88, 2011, pp. 865-869.

B - Conseil constitutionnel

- Note sous Conseil constitutionnel, 17 janvier 2002, *Statut de la Corse*, *Dalloz*, *Sommaire commenté*, 24 avril 2003, n° 17, pp. 1124-1125.
- « Chronique constitutionnelle. France 2002 », avec L. GAY, W. MASTOR, V. OGIER-BERNAUD et C. SEVERINO, développements concernant la jurisprudence électorale du Conseil constitutionnel rendue en 2002, *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, XVIII, 2002, paru en 2003, pp. 611-659.
- « Le chemin communautaire du Conseil constitutionnel : entre ombre et lumière, principe et conséquence de la spécificité constitutionnelle du droit communautaire (Commentaire du volet communautaire des décisions du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004, *Loi pour la confiance dans l'économie numérique*, et n° 2004-497 DC du 1er juillet 2004, *Loi relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle*) », *Europe*, août-septembre 2004, pp. 6-12.
- « Le traité établissant une Constitution pour l'Europe devant le Conseil constitutionnel (A propos de la décision n° 2004-505 DC du 19 novembre 2004) », *RFDC*, n° 62, 2005, pp. 330-357.
- Note sous C.C., n° 2005-513 DC, 14 avril 2005, *Loi relative aux aéroports*, *RFDC*, n° 64, 2005, pp. 734-751.
- Note sous C.C., n° 2005-524/525 DC, 13 octobre 2005, *Engagements internationaux relatifs à l'abolition de la peine de mort*, *RFDC*, n° 66, 2006, pp. 322-338.
- « La singularisation attendue du droit communautaire au sein de la jurisprudence *I.V.G.* (brèves réflexions sous la décision du Conseil constitutionnel, n° 2006-535 DC, 30 mars 2006, *C.P.E.*) », *Europe*, juin 2006, pp. 4-6.
- « La loi relative au secteur de l'énergie face au droit communautaire et aux exigences constitutionnelles nationales », sous C.C., n° 2006-543 DC, 30 novembre 2006, *RFDC*, n° 70, 2007, pp. 313-331.
- « La consolidation de la jurisprudence constitutionnelle sur la Polynésie française », *RFDC*, n° 74, 2008, pp. 283-310.

- « Le traité de Lisbonne devant le Conseil constitutionnel : *non bis in idem ?* », *RFDC*, n° 74, 2008, pp. 310-336.
- « Chronique constitutionnelle. France 2007 », avec R. GHEVONTIAN, S. LAMOUROUX et D. RIBES, *AIJC*, 2007 (paru en 2008), pp. 759-823.
- « Chronique constitutionnelle. France 2008 », avec M. FATIN-ROUGE STEPHANINI et S. LAMOUROUX, *AIJC*, 2008, (paru en 2009), pp. 653-690.
- « Le droit constitutionnel des collectivités « territoriales » d'exception : la Nouvelle-Calédonie et Mayotte devant le Conseil constitutionnel », *RFDC*, 2010, n° 81, pp. 123-147.
- « La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel en 2009 », avec TH. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, 2010, pp. 185-203.
- « Chronique constitutionnelle. France 2009 », avec M. FATIN-ROUGE STEPHANINI, S. LAMOUROUX, A. VIDAL-NAQUET et X. PHILIPPE, *AIJC*, 2009 (paru en 2010), pp. 697-758.
- « La QPC, beaucoup de bruit pour quoi ? », *AJDA*, 20 septembre 2010, Tribune, p. 1673.
- « Droit pénal constitutionnel. La jurisprudence du Conseil constitutionnel rendue sur Question Prioritaire de Constitutionnalité en matière répressive (Mai 2010-mai 2011) », avec TH. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, 2011, pp. 417-446.
- « Chronique constitutionnelle. France 2010 », avec M. FATIN-ROUGE STEPHANINI, A. VIDAL-NAQUET, G. SCHMITTER et X. PHILIPPE, *AIJC*, 2010 (paru en 2011), pp. 645-678.
- « La QPC, révélateur des limites du droit constitutionnel ? Lectures contrariées et contradictoires. L'antithèse », face à A. BOTTON et B. DE LAMY (la thèse), *Rec. Dalloz*, Point de vue, 13 septembre 2012, n° 31, respectivement p. 2032 (l'antithèse) et p. 2030 (la thèse).
- « Chronique constitutionnelle. France 2011 », avec M. FATIN-ROUGE STEPHANINI, A. VIDAL-NAQUET et O. LE BOT, *AIJC*, 2011 (paru en 2012), pp. 853-883.
- « Droit pénal constitutionnel. La jurisprudence du Conseil constitutionnel rendue sur Question Prioritaire de Constitutionnalité en matière répressive (mai 2011-mai 2012) », avec TH. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, 2012, n° 3, juillet-septembre 2012, pp. 703-744.
- « Un traité international de mise en œuvre du droit de l'Union européenne devant le Conseil constitutionnel : la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG) *peut* ne pas exiger de révision constitutionnelle préalable », *RFDC*, n° 92, 2012, pp. 851-862.
- « Chronique constitutionnelle. France 2012 », avec A. VIDAL-NAQUET et O. LE BOT, *AIJC*, 2012 (paru en 2013), pp. 777-812.
- « La jurisprudence QPC du Conseil constitutionnel en matière pénale (1er juin 2012-1er février 2014) », avec T. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, 2014, pp. 111-159.
- « Chronique constitutionnelle. France 2013 », avec A. VIDAL-NAQUET et O. LE BOT, *AIJC*, 2013 (paru en 2014), pp. 749-788.

C – Jurisprudence étrangère

- « Le juge constitutionnel national, dernier obstacle au processus d'intégration européenne ? Interrogation(s) autour d'une lecture de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande du 30 juin 2009 sur « le traité de Lisbonne », *RFDC*, 2010, n° 82, pp. 417-442.

V - Organisation de colloques ou de journées d'études

- *Quel renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action du gouvernement ? Premier bilan après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008*, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, UPVD, 13 décembre 2010, parue aux PUAM.
- *Question sur la Question (QsQ 1) : Le réflexe constitutionnel*, avec W. MASTOR, X. BIOY et S. MOUTON, 1ère Journée d'étude annuelle QsQ sous le Haut parrainage du Conseil constitutionnel, Toulouse, 3 juin 2011, parue chez Bruylant.
- Direction de l'atelier *Droit constitutionnel et droit externe*, avec A. LEVADE, J.-D. MOUTON ET S. PIERRE-CAPS, au VIIIème Congrès national de l'AFDC, 16, 17 et 18 juin 2011, Nancy, Actes du Congrès en ligne, les contributions de l'atelier ont été publiées dans la revue *Politeia*.
- *Questions sur la question (QsQ 2) : la QPC façonnée par ses acteurs, quelle(s) tendance(s)*, avec W. MASTOR, X. BIOY et S. MOUTON, 2ème Journée d'étude annuelle QsQ sous le Haut parrainage du Conseil constitutionnel, Toulouse, 1er juin 2012, parue aux *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.
- *Questions sur la question (QsQ 3) : de nouveaux équilibres institutionnels ?*, avec P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, 3ème Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, 14 juin 2013, parue chez LGDJ-Lextenso.
- *Questions sur la question (QsQ 4) : le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (droit constitutionnel comparé, UE, CEDH, CADH)*, avec P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, 4ème Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, 30 mai 2014.

A venir :

- *Questions sur la question (QsQ 5) : Le pouvoir d'instruction des juridictions constitutionnelles et la formation de l'intime conviction des juges constitutionnels*, avec P. ESPLUGAS, W. MASTOR et S. MOUTON, 5ème Journée d'étude annuelle QsQ, Toulouse, 5 juin 2015.

VI - Interventions à des colloques ou des journées d'études

- « La Constitution comme cause d'inapplicabilité d'un engagement international devant le juge administratif français », IVème Congrès français de droit constitutionnel, 10, 11 et 12 juin 1999, Aix-en-Provence.
- « Le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales. Nouveau bilan après la décision du Conseil constitutionnel du 17 janvier 2002 sur le Statut de la Corse », Vème Congrès français de droit constitutionnel, 6, 7 et 8 juin 2002, Toulouse.
- « La propriété publique, droit « naturel et imprescriptible » ? Quel « noyau dur » constitutionnel garanti à la propriété publique ? », Colloque *Patrimoine public*, Faculté de droit de La Réunion, 19 et 20 avril 2005, Saint-Denis de La Réunion.
- « La nature du Traité établissant une Constitution pour l'Europe : Traité ou Constitution ? », Journée d'étude sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, organisé par la Mission pour l'Europe en partenariat avec l'Ecole nationale d'administration, le Centre d'études européennes de Strasbourg et l'Université de La Réunion, Faculté de droit de La Réunion, 3 et 4 mai 2005, Saint-Denis de La Réunion.
- « Le statut constitutionnel des collectivités infra-étatiques dans l'Union européenne », Colloque international *Les collectivités territoriales et l'Union européenne*, 5 et 6 octobre 2006, Université de Perpignan *Via Domitia*.
- « L'autonomie politique au sein d'un Etat unitaire décentralisé : l'exemple de la Polynésie française », Journée d'études *Le statut d'autonomie régionale en droit comparé*, 15 février 2008, Université de Perpignan *Via Domitia*.
- « La Nouvelle-Calédonie : un pays à souveraineté partagée ? », Diada d'estudis *L'estatut d'autonomia regional en dret comparat*, Divendres 16 de maig del 2008, Barcelona.
- « Essai de stratégie constitutionnelle : quelle politique jurisprudentielle pour sauver la question préjudicielle de constitutionnalité ? », Colloque *Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, 5 et 6 juin 2008, Conseil constitutionnel, Paris.

- « En quoi le positivisme – normativisme - est-il diabolique ? », VIIème Congrès français de droit constitutionnel, 25, 26 et 27 septembre 2008, Paris.
- « La loyauté : aspects institutionnels », Colloque *Loyauté du commerce et droit de l'Union européenne*, 24 octobre 2008, Université de Perpignan *Via Domitia.*
- « Le constitutionalisme moderne : illustration française », Les débats d'El Watan, *Constitution sans constitutionalisme ?*, 26 février 2009, Alger.
- « Juge et apparence(s). Rapport de synthèse », Colloque *Juge et apparence(s)*, 4 et 5 mai 2009, Université de Toulouse I.
- « Les droits sociaux en France comme « droits opposables » : l'exemple du « droit » au logement », *El dret a l'habitadge communautaire a dret exigible*, 17 de juny l'aula Seminari I de la Facultat de Dret, Universitat de Girona, Area de Dret Constitucional, 2009.
- « *La idea de pacto constitucional en el derecho constitucional francés* », Cicle de conferències, *Pacte, Contracte, Federaciò*, Càtedra de Cultura Juridica, Universitat de Girona, 14 d'octubre 2009.
- « La vision de la justice dans les chansons de Bob Dylan (1962-2001) », Colloque *Droit et Rock*, Limoges, 1er et 2 avril 2010.
- « Propos introductif », *Quel renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action du gouvernement ? Premier bilan après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008*, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, UPVD, 13 décembre 2010.
- « Le renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur le gouvernement », *La forme parlementaire de la démocratie : enjeux de la révision de 2008*, Journée d'étude annuelle de l'AFDC, Assemblée nationale, Paris, 13 janvier 2011.
- « L'accès du justiciable au juge des libertés : l'exemple du référé-liberté », Symposium on *Guarantee of the Right to Access to the Administrative Jurisdiction,* On the Occasion of 10th Anniversary of the Administrative Court, Wednesday 9th March 2011, Bangkok.
- « Le rock est-il encore subversif ? Synthèse », *Electric artyland*, Toulouse, 11 avril 2011.
- « Quel(s) bénéfice(s) de la question prioritaire de constitutionnalité pour les citoyens ? », *QPC an I. Journée d'étude sur la première année d'application de la question prioritaire de constitutionnalité*, Saint-Denis de La Réunion, 15 avril 2011.
- « Le réflexe constitutionnel au service du réflexe conventionnel ? », *Question sur la Question : le réflexe constitutionnel*, IMH, Toulouse, 3 juin 2011.
- « Droit constitutionnel et droit externe. Synthèse de l'atelier », VIIIème Congrès national de l'AFDC, Nancy, 18 juin 2011.
- « La modulation dans le temps des effets des décisions des juges constitutionnels », *Les effets des décisions des juges constitutionnels*, 23ème Cours international de Justice constitutionnelle, ILF-GERJC, Aix-en-Provence, 7-8 septembre 2011.
- « L'exigence d'un standard de protection des droits fondamentaux : un moyen de pacification des rapports entre les cours suprêmes ? », *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, Colloque organisé par l'ILF-GERJC, Aix-en-Provence, 17-18 novembre 2011.
- « Le Doyen Favoreu, l'école aixoise et le Conseil constitutionnel : liens, distances et influences », *Les Cours constitutionnelles et la doctrine : quel dialogue ?*, Col-Loqui de Justìcia Constitucional del Principat d'Andorra, Tribunal Constitucional, Andorra, 1er au 3 décembre 2011.
- « Synthèse de l'atelier en langue française », *Les Cours constitutionnelles et la doctrine : quel dialogue ?*, Col-Loqui de Justìcia Constitucional del Principat d'Andorra, Tribunal Constitucional, Andorra, 1er au 3 décembre 2011.
- « Le contrôle du Conseil constitutionnel », *Le financement de la campagne présidentielle*, Journée décentralisée de l'AFDC, Lyon, 28 mars 2012.

- « La doctrine, la QPC et le Conseil constitutionnel : quelle distance ? Quelle expertise ? », *Questions sur la question (QsQ II) : la QPC façonnée par ses acteurs, quelle(s) tendance(s)*, Toulouse, 1er juin 2012 (*http://www.dailymotion.com/video/xvfuy0_la-doctrine-la-qpc-et-le-conseil-constitutionnel-quelle-distance-quelle-expertise-xavier-magnon-pro_school?search_algo=2#.UUL1XDdfTl4*).

- « Le juge face à l'exception », *La norme et ses exceptions : quels défis pour la règle de droit ?*, Aix-en-Provence, 16 novembre 2012.

- « Penser les rapports entre systèmes juridiques : entre mythe de la convergence et renoncement à une explication normative de la divergence », *Convergences et divergences entre systèmes juridiques*, Cracovie, 23 et 24 novembre 2012.

- Animation, avec Marc VERDUSSEN, des tables rondes « Le jugement de constitutionnalité et ses suites » et « Le contrôle incident de constitutionnalité, la Convention européenne des droits de l'homme et le droit de l'Union européenne », *Colloque final QPC*, GIP Mission droit et justice, Aix-en-Provence, 21 et 22 mars 2013.

- Participation à la table ronde sur le thème « l'identité nationale comme principe d'interprétation des rapports de systèmes », in *L'identité à la croisée des Etats et de l'Europe : quel sens ? Quelles fonctions* ? », Aix-en-Provence, 23 et 24 mai 2013.

- « Appréhender le droit constitutionnel jurisprudentiel sous un angle politique », *Questions sur la question (QsQ III) : de nouveaux équilibres institutionnels ?*, Toulouse, 14 juin 2013 (*http://www.dailymotion.com/video/x17qvij_apprehender-le-droit-constitutionnel-jurisprudentiel-sous-un-angle-politique-xavier-magnon-professe_school*).

- Rapport général « Pluralisme des juridictions et pluralisme des jurisprudences : l'ordonnancement du pluralisme », in *La multiplication des garanties et des juges dans la protection des droits fondamentaux : coexistence, cohérence et articulation entre les systèmes constitutionnels, internationaux et régionaux ? Evolution d'une décennie*, XXIXème Table ronde internationale de justice constitutionnelle comparée, 6 et 7 septembre 2013, Aix-en-Provence.

- « La concurrence entre la constitutionnalité et la conventionnalité devant la Cour de cassation : la priorité de la question ne résout pas toutes les questions », *La Cour de cassation et la Constitution. Perspectives nouvelles*, Grande Chambre de la Cour de cassation, Paris, 27 septembre 2013.

- « Propos introductifs », avec Pascale DEUMIER, *Les adages en droit public*, Cour administrative d'appel de Paris, 11 octobre 2013.

- « L'intégration normative du droit de l'Union dans l'ordre juridique interne français », in *L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit administratif français*, Séminaire de formation des magistrats administratifs, Bangkok, Cour administrative, 28 octobre 2013.

- « Les délocalisations… ce que le droit constitutionnel peut en dire », *Les délocalisations*, Lyon, 21 novembre 2013.

- Animation table ronde « Relaciones entre los sistemas jurídicos nacionales y europeo" - Relations entre les systèmes juridiques nationaux et européen », *El Derecho Constitucional Europeo ante la crisis económica y democrática de Europa*, *Le Droit constitutionnel européen à l'épreuve de la crise économique et démocratique de l'Europe*, Colloque international, Montpellier, 12 et 13 décembre 2013.

- « Plaidoyer pour que le Conseil constitutionnel devienne une cour constitutionnelle », *Les conférences du Master 2 de Droit public*, 1ère édition, 5 février 2014, Saint-Denis, La Réunion.

- « Morale et politique : quelle place pour le droit ? », *Transparence et vie publique*, 9ème printemps du droit constitutionnel, 23 mai 2014, Assemblée nationale, Paris.

- « La concrétisation des exigences supranationales dans l'ordre juridique interne : entre habilitations supranationales et nationales », avec B. BONNET, QsQ 4 : *Le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (droit comparé, UE, CEDH, CADH)*, Toulouse, 30 mai 2014 *http://www.dailymotion.com/video/x28jt68_la-concretisation-des-exigences-supranationales-dans-l-ordre-juridique-interne-entre-habilitations_school.*

- Participation à la table ronde, *Quel rôle pour le professeur de droit constitutionnel ?*, Table ronde, 9ème Congrès de droit constitutionnel, Atelier Jeune recherche, Association française de droit constitutionnel, Lyon, 28 juin 2014.
- « La puissance et la représentation, l'Etat et le citoyen : quel fondement à l'autorité de la norme constitutionnelle et de la jurisprudence du juge constitutionnel ? », *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, Toulouse, 9 et 10 octobre 2014.
- « La France au mépris des langues régionales ou minoritaires ? », *Unité de la République et diversité culturelle*, Saint-Denis, La Réunion, 31 octobre 2014.
- « Le censeur des lois dans l'œuvre de Gaetano Filangieri », *Les précurseurs italiens du droit constitutionnel*, Toulon, 7 et 8 novembre 2014.
- « Le contrôle de conventionnalité depuis la QPC », in *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, Aix-en-Provence, 2 février 2015.
- « La concurrence entre les système de protection des droits fondamentaux : le point de vue interne », in *Hiérarchie des normes et droits fondamentaux*, Séminaire de formation, Ecole Nationale de la Magistrature, Paris, 5 février 2015.
- Débat filmé « Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme », *Les rencontres de la RDLR*, avec Julien BONNET, Serge SLAMA et Romain TINIERE, Grenoble, 4 mars 2015.
- « Qu'est-ce que le droit peut faire du « raisonnable » ? », in *Le raisonnable en droit administratif*, Toulouse, 20 mars 2015.
- « La question prioritaire de constitutionnalité, instrument de défense des libertés locales ? », in *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales au Maghreb*, Rabat, 17-18 avril 2015.

A venir :

- « Que reste-t-il du positivisme aixois ? », in *Hommage à Louis Favoreu*, Pau, 22 mai 2015.
- « Qu'est-ce que « instruire » le procès constitutionnels ? », *QsQ 5 : Les pouvoirs d'instruction des juridictions constitutionnelles et la formation de l'intime conviction des juges constitutionnels*, Toulouse, 5 juin 2015.

IV – Autres travaux

- Compte rendu des discussions et des débats du Xème Cours international sur la justice constitutionnelle, *Constitution et bioéthique*, *AIJC*, Vol. XIV, 1998, pp. 433-554.
- Compte rendu des discussions et des débats de la Table ronde sur les droits constitutionnels des étrangers, *AIJC*, Vol. XIV, 1998, pp. 367-431.
- Participation à la mise à jour de l'ouvrage du Doyen Louis FAVOREU et du Professeur Loïc PHILIP, *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, 10ème édition, Dalloz, 1999.
- Participation dans le cadre du G.E.R.J.C.-Institut Louis FAVOREU à l'élaboration des tables de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, *Conseil constitutionnel, Cinquante ans de jurisprudence. Tables d'analyse 1959-2009*, Trois tomes, *Dalloz*, 2009.
- « Cas pratique, Propositions de modification du régime constitutionnel », in *Annales de Droit constitutionnel 2010. Méthodologie et Sujets corrigés*, sous la direction de M. VERPEAUX, Dalloz, 2009, pp. 159-173.
- « La question prioritaire de constitutionnalité : la Constitution à disposition du justiciable ! », *Newsletter Lysias*, février 2010.
- « Cas pratique, La question prioritaire de constitutionnalité », in *Annales de Droit constitutionnel 2011. Méthodologie et Sujets corrigés*, sous la direction de M. VERPEAUX, Dalloz, 2010, pp. 213-220.

- « Commentaire dirigé sous C.C., n° 2010-605 DC, 12 mai 2010, *Loi relative à l'ouverture de la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (extraits)*, Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité des lois », in *Annales de Droit constitutionnel 2012. Méthodologie et Sujets corrigés*, sous la direction de M. VERPEAUX, Dalloz, 2011, pp. 225-235 et in *Annales de Droit constitutionnel 2013. Méthodologie et Sujets corrigés*, Dalloz, 2012, pp. 233-246.
- « Cas pratique, « Dé-présidentialiser » la Vème République », in *Annales de Droit constitutionnel 2013. Méthodologie et Sujets corrigés*, sous la direction de M. VERPEAUX, Dalloz, 2012, pp. 157-165.
- Actes de l'atelier *Droit constitutionnel et droit externe*, codirigé avec A. LEVADE, J.-D. MOUTON ET S. PIERRE-CAPS, VIIIème Congrès national de l'AFDC, 16, 17 et 18 juin 2011, *Politeia*, n° 22, 2012, pp. 84-539.
- « Argumentation, Les pouvoirs du Président de la République », in *Annales de Droit constitutionnel 2014. Méthodologie et Sujets corrigés*, sous la direction de M. VERPEAUX, Dalloz, 2014, pp. 163-169.
- « Transparence de la vie publique, respect de la vie privée et séparation des pouvoirs. Première lecture rapide des décisions du Conseil constitutionnel du 9 octobre 2013 sur la loi organique (n° 2013-675 DC) et sur la loi ordinaire (n° 2013-676 DC) relatives à la transparence de la vie publique », in *La transparence vue par le Conseil constitutionnel*, Note n° 3, Fondation Jean-Jaurès, Observatoire droit, justice, institutions, 16 octobre 2013, pp. 5-10.

Fonctions professionnelles

Professeur agrégé des Facultés de Droit Université de Toulouse I *Capitole* (2010-…).
Université de Perpignan -*Via Domitia* (2004-2010).

Grade première classe (2011, C.N.U.).
Prime d'excellence scientifique 2011-2015.

Maître de conférences Université de La Réunion (2003-2004).

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence Université Aix-Marseille III (2001-2003)

Allocataire-moniteur de l'enseignement supérieur au sein du Groupe d'études et de recherches sur la Justice constitutionnelle (G.E.R.J.C., C.N.R.S., UMR 6055) dirigé par le Doyen Louis FAVOREU, à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence Université Aix-Marseille III (1997-2001).

Suspension du contrat durant la période de **service militaire** (1999-2000), service civil, affectation au Conseil départemental de l'accès au droit (C.D.A.D.) des Bouches-du-Rhône.

Titre universitaire

Docteur en droit

Titre de la thèse : *Contrôle de constitutionnalité et droit communautaire devant les juges constitutionnels français et italien*
Date de soutenance : 30 novembre 2002
Lieu de soutenance : Aix-en-Provence
Directeur de thèse : Patrick GAÏA, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III.
Jury :
Marta CARTABIA, Professeur à l'Université de Vérone ;
Claude BLUMANN, Professeur à l'Université de Paris II, Panthéon-Assas ;
Filippo DONATI, Professeur à l'Université de Florence ;
Louis FAVOREU, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III ;
Otto PFERSMANN, Professeur à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.

Mention : *très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité*.

Prix de la Fondation Jules & Louis Jeanbernat et prix des Grands problèmes de droit contemporain.

Faculté de Droit et de science politique d'Aix-en-Provence

Laboratoire de rattachement en matière de recherche

1997-2003 - Rattachement au sein du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle (G.E.R.J.C., C.N.R.S., UMR 6055), dirigé par le Professeur Louis FAVOREU à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence.

2003-2004 - Rattachement au sein du Centre de Recherche Juridique (C.R.J.), dirigé par le Professeur Valérie GOESEL-LE BIHAN, à la Faculté de droit de Saint-Denis de La Réunion.

2004-2010 - Rattachement au Centre de droit économique et du développement (C.D.E.D.), dirigé par le Professeur Yves PICOD.

2010-2011 - Rattachement au Centre d'études et de recherches politiques et constitutionnelles, dirigé par le Doyen Henry ROUSSILLON.

2011- … - *Rattachement* à l'Institut Maurice Hauriou (I.M.H.), dirigé par les Professeurs Isabelle POIROT-MAZERES et Xavier BIOY…

2003- … - *Associé* au Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle - Institut Louis FAVOREU (G.E.R.J.C., C.N.R.S., UMR 6201), dirigé successivement par les professeurs Louis FAVOREU, André ROUX et Xavier PHILIPPE.

Directions de thèses

BELACEL (F.), *La conciliation des droits fondamentaux par le législateur devant le juge constitutionnel. Etude de droit comparé franco-espagnole*, première inscription en 2008 - UPVD (Allocataire-moniteur puis ATER).

GOTTOT (S.), *Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité. Etude de droit comparé franco-italienne*, première inscription en 2010 – UT 1.

PIERRE-VANTOL (B.), *L'autonomie politique au sein d'un Etat unitaire décentralisé. Etude de droit comparé franco-espagnole*, première inscription en 2006 - UPVD (Allocataire-moniteur), cotutelle avec le Doyen Enoch ALBERTI de l'Université de Barcelone. Abandon en 2010, réussite concours attaché territorial.

SYDORYK (S.), *La doctrine constitutionnelle en France*, première inscription en 2014 (contrat doctoral).

TAP (F.), *Le pouvoir normatif des juges constitutionnels. Etude comparée franco-américaine*, en co-direction avec W. MASTOR, première inscription en 2014 (contrat doctoral).

VAILLANT (R.), *Le pouvoir d'appréciation du juge constitutionnel. Réflexions sur la démocratie constitutionnelle*, première inscription en 2012 – UT 1 (contrat doctoral).

VAN OUWERKERK (S.), *Quelle approche théorique des formes de l'Etat ?*, première inscription en 2014 (contrat doctoral).

Thèses soutenues et avenir des docteurs

ARNAUD (C.), *L'effet corroboratif de la jurisprudence*, première inscription en 2008 - UPVD (ATER), soutenance en 2014, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, jury composé de Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, Pascale DEUMIER, Wanda MASTOR, Eric MILLARD et Alexandre VIALA.

Activités en matière d'enseignement

Cours magistraux :

- *Premier cycle :*

Droit administratif (LAP – Université de La Réunion)
Droit constitutionnel (Licence I – UT1 - UPVD – Institut supérieur de droit de Dakar ; LAP – Université de La Réunion)
Droit des libertés fondamentales (Licence III – UPVD)
Droit européen (Licence II – UT1)
Droit institutionnel de l'Union européenne (Licence III – UPVD)
Institutions politiques et administratives (L.A.P. – Université de La Réunion)
Institutions européennes (Licence 1 – UT 1)
Introduction au droit et méthodologie (Licence I - Université de La Réunion et UPVD)
Théorie générale du droit et de l'Etat (Licence II - UPVD)

- *Deuxième cycle :*

Actualité de la QPC en droit public des affaires (Master II – UT1)
Droit international et comparé des intégrations régionales (IEP Toulouse)
Contentieux constitutionnel (Master I – UPVD, Master I – UT1)
Droit constitutionnel approfondi (Master II – UPVD)
Droit constitutionnel comparé (Master I – Maroc, I.G.A. Casablanca)
Droit de la fonction publique territoriale (D.E.S.S. – Université de La Réunion)
Droit des libertés fondamentales (Master I – UPVD)
Droit des marchés publics (Master II – UT1)
Droit et contentieux constitutionnel (Master II – Université de La Réunion)
Intégrations régionales (IEP Toulouse)
Les principes généraux du droit en droit international et européen (Master II – UT1)
Méthodologie de la recherche (Master II – UPVD)
Théorie du droit (Maîtrise de droit – Université de La Réunion ; Master II – UPVD)
Théorie générale du droit et de l'Etat (Master I - UT1)

- *Troisième cycle :*

Instruments et méthodologie de la recherche (Ecole Doctorale 461 - Avignon-Montpellier-Perpignan-Toulon)
La problématisation dans le travail de recherche (ED 461)
Méthodologie de la recherche (Ecole doctorale – UPVD)
Séminaires mensuels de compte rendus de travaux (CDED – UPVD ; CERCP – UT1 ; IMH – UT1)
Théorie du droit (UPVD, Ecole doctorale de sciences juridiques et politiques 171 - UT1)
Contentieux constitutionnel (Université de Pau et des Pays de l'Adour).

Travaux dirigés

Droit constitutionnel (D.E.U.G.-I – Université Aix-Marseille III) sous la direction du Doyen Louis FAVOREU, du Professeur André ROUX et du Professeur Guy SCOFFONI ;
Droit administratif (D.E.U.G. II – Université Aix-Marseille III) sous la direction du Doyen Charles DEBBASCH et de Jean-Pierre FERRAND (D.E.U.G.-II) ;
Droit des libertés fondamentales (Licence – Université Aix-Marseille III) sous la direction du Professeur Richard GHEVONTIAN
Droit constitutionnel jurisprudentiel (Maîtrise de droit public interne – Université Aix-Marseille III) sous la direction du Professeur Thierry RENOUX.
Méthodologie (Licence I – UPVD) sous la direction du Professeur Xavier MAGNON.

Cours et conférences à l'étranger

Alger, Andorre, Bangkok, Barcelone, Casablanca, Dakar, Gérone, Rabat.

Responsabilités scientifiques et administratives

Responsabilités éditoriales

Membre du Comité de rédaction de la *Revue française de droit constitutionnel*.

Membre du Comité de lecture de la *Revue juridique de l'Océan indien*.

Chronique constitutionnelle France de l'*Annuaire international de justice constitutionnelle*.

Chronique constitutionnelle de la *Revue Pénitentiaire et de droit pénal* avec TH. S. RENOUX.

Organisation de colloques

Quel renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action du gouvernement ? Premier bilan après la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, UPVD, 13 décembre 2010.

Questions sur la question (QsQ I) : le réflexe constitutionnel, sous le Haut parrainage du Conseil constitutionnel, Toulouse, 3 juin 2011.

Questions sur la question (QsQ II) : la QPC façonnée par ses acteurs, quelle(s) tendance(s), sous le Haut parrainage du Conseil constitutionnel, Toulouse, 1er juin 2012.

Questions sur la question (QsQ III) : de nouveaux équilibres institutionnels ?, Toulouse, 14 juin 2013.

Questions sur la question (QsQ IV) : Le procès constitutionnel face aux exigences supranationales (Droit comparé, UE, CEDH et CADH), sous le Haut parrainage du Conseil constitutionnel, Toulouse, 30 mai 2014.

Expertise au sein de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (A.E.R.E.S.)

Laboratoires de recherche des Universités d'Orléans et de Tours (novembre 2010).

Laboratoires de recherches en droit international et européen de l'Université Panthéon-Assas, Paris II, (janvier 2013).

Mandat

Membre de la Commission de la Recherche UT1 (2014-…).

Membre du Conseil scientifique UT1 (2012-2014).

Président de la section de droit public UT1 (2011-2014).

Membre du Conseil d'administration de l'UPVD (2005-2008).

Ecole doctorale

Représentant de l'Ecole doctorale 461 *Droit et sciences sociales* (Avignon-Montpellier-Perpignan-Toulon) à Perpignan. Gestion locale de 160 doctorants (inscription, soutenances et formation) (2007-2010).

Membre du bureau et du Conseil de l'Ecole doctorale 461 (2007-2010).

Formations dispensées dans le cadre de l'ED 461 (voir *supra*).

Montage de projets

Projet Idex Formation, « Cours magistral interactif en Droit constitutionnel », Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, obtenu, 2015.

Projet de création d'un Master « Droit public général », avec G. KALFLECHE, UT1, 2015.

Projet de création d'un Master « Droit public général, option Carrières administratives », habilitation obtenue, plan quadriennal 2011-2014 UPVD.

Projet de création d'une Ecole doctorale pluridisciplinaire (Sciences sociales, Droit, économie et gestion) « Inter-méd. » à Perpignan avec le Professeur Paul CARMINIANI. Validation, plan quadriennal 2011-2015 UPVD, habilitation obtenue.

Représentations aux conseils centraux de l'Université et autres fonctions

Membre de la Commission de la Recherche UT1 (2014-…).

Membre du Conseil scientifique UT1 (2012-2014).

Responsabilité, mise en place et organisation de la « Conférence d'agrégation toulousaine » UT1 (2011-)

Responsable des comités de sélection pour le recrutement en droit public UT1 (2015-2017).

Président du comité de sélection pour le recrutement des professeurs en droit public UT1 (2015).

Président de la section de droit public UT1 (2011-2014).

Membre du Conseil d'administration de l'UPVD (2005-2008).

Membre invité au Conseil scientifique de l'UPVD (2008-2010).

Membre de la Commission de discipline de l'UPVD (2005-2008).

Membre du bureau scientifique et du collège doctoral de l'UPVD (2008-2010).

Membre de la commission de spécialiste de droit public UPVD (2006-2008).

Responsabilité de master

Direction du Master « Droit de l'action publique » (UPVD - 2005-2007).

Direction du Master « Droit public général spécialité Carrières administratives » (UPVD - 2007-2009).

Responsabilité pédagogiques

Membre du directoire du Collège supérieur de droit UT1 (2012-).

Enseignant référant dans le cadre du plan licence (UPVD - 2008-2010).

Coordination du plan licence (UPVD - 2008-2010).

Dispense de travaux dirigés de méthodologie (UPVD -2009-2010).

Vie associative

Membre de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).

Membre du Conseil scientifique de l'AFDC (depuis 2007).

Direction de l'atelier *Droit constitutionnel et droit externe*, avec A. LEVADE, S. PIERRE-CAPS et J.-D. MOUTON, au VIII Congrès national de l'AFDC, 16, 17 et 18 juin 2011, Nancy.